"Cinq éclairages pour se guider dans le brouillard du conflit de Bachajon"

lundi 16 février 2015, collectif "Más de 131"

Première éclairage :

Le projet "Cancun Chiapanèque"

Un "Cancun Chiapanèque", "l'entrée au monde maya", "the mayan route, the end of the era, for you, a new journey" : la zone nord du Chiapas, un point crucial pour les plans de développement économique du gouvernement de l'Etat. En 2007, la presse s'est envolée à l'annonce du CIPP (Centre Intégralement Planifie Palenque), en stagnation depuis 8 ans. Les cascades d'Agua Azul, la Forêt Lacandon, les plages de Catazajá (sur les rives du fleuve Usumacinta), les cascades de Misol-Há, le temple archéologique de Palenque ; un ensemble qu'on prétend connecter en un réseau de méga-projets. A l'idée de développer la mise en place d'hôtels, d'un parc thématique,

d'un terrain de golf, de zones commerciales et de complexes résidentiels, est venu s'ajouter l'aéroport de Palenque (inauguré en 2014) et l'autoroute de San Cristobal-Palenque. Prises dans leur ensemble, ce sont au moins sept municipalités que ces infrastructures affecteraient directement : Catazajá, Chilón, Ocosingo, Salto del Agua, Tumbala et Palenque[1].

Entre les projets et la réalité, entre les désirs des corporations hôtelières et du bâtiment et puis la nature abondante de la région, il y a les territoires ancestraux et les *ejidos* des peuples indigènes, en particulier des tseltales de Bachajón.

Deuxième éclairage : terre ejidale et défense du territoire

Il suffit de parcourir le roman *Balun Canan* [écrit par Rosario Castellanos, NdT] pour palper tant le mépris structurel et colonial, que la lutte pour la terre vécue par le peuple tseltal depuis 522 ans. Suite à la révolution mexicaine de 1910, les paysans ont pu se retrouver dotés de terres, au travers de la figure communale de l'*ejido*. Suite aussi au soulèvement armé de l'Armée Zapatiste de Libération National (EZLN) en 1994, les indigènes de tout le Chiapas ont réussi à récupérer encore d'autres terres des mains des grands propriétaires terriens.

Ces *ejidos* et ces biens communaux existent encore aujourd'hui. Certaines de ces terres collectives sont des forêts, d'autres sont utilisés pour le bétail, la culture de maïs, le café.

1 http://sil.gobernacion.gob.mx/Archi... (Point d'accord du Senat sollicitant l'information sur le méga-projet et ses avancées, déjà en 2010).

Les tseltales de San Sébastian Bachajón ont eu le formulaire de base de leur *ejido* bien tard, dans les années 1980. Celui-ci est constitué de près de 70.000 hectares, ce qui en fait l'un des *ejidos* les plus grands du pays.

Comme dans tout *ejido*, les décisions sur l'avenir de toute parcelle de terres correspondent uniquement à l'Assemblée générale des *ejidatarios*. La figure du Commissaire ejidale (représenté aujourd'hui par Alejandro Moreno Gomez), a pour charge unique la mise en exécution des décisions de la dite Assemblée.

Le conflit et la division qui existent aujourd'hui à l'intérieur de l'*ejido* coïncident avec la date de lancement du projet de "Centre Intégralement Planifié Palenque" (CIPP), et s'est intensifié avec l'expulsion le 2 février 2011 [de la billeterie mise en place par les e*jidatarios* adhérents à la Sexta] par un groupe armé provenant de la communauté de Pamalha, sous les ordres de Manuel Jiménez Moreno, et d'un autre groupe provenant de la communauté de Xanil, dirigé quant à lui par Juan Alvaro Moreno, avec l'appui d'un déploiement de près de 800 éléments des polices de l'Etat du Chiapas et de la police fédérale.

De plus, en mars 2011, l'ex-commissaire ejidale de San Sébastian Bachajón, Francisco Guzman Jiménez, signe un accord issu d'une table-ronde composée de membres du cabinet de l'ex-gouverneur Juan Sabines Guerrero et de représentants de la communauté Agua Azul, concédant une partie du territoire au Gouvernement de l'Etat du Chiapas et à la Commission Nationale des Aires Naturelles et Protégées (CONANP), afin que celles-ci construisent un guichet d'entrée [institutionnel] sur les terres d'usage collectif de San Sébastián Bachajón, dans la zone jouxtant la municipalité de Tumbala, sur le chemin conduisant aux cascades.

Tout cela réalisé sans consultation, ni consentement libre, préalable et informé [obligations relatives à la convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail envers les peuples indigènes].

Sur le lieu même des terres expropriées, les *ejidatarios* adhérents à la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone convoquée par l'EZLN, ainsi que femmes, enfants et anciens, tentent de maintenir depuis leur propre guichet d'entrée aux cascades [géré de manière autonome].

En février 2014, l'*ejido* tsotsil de Los Llanos (situé dans la municipalité de San Cristobal de Las Casas, Chiapas) lance quant à lui un recours juridique contre l'autoroute prétendant affecter leur territoire, suite à l'annonce publique faite en ce sens en novembre 2013 par le secrétaire général du gouvernement du Chiapas, Eduardo Ramirez Aguilar.

En août 2014, une assemblée est réalisée dans l'*ejido* voisin de San Sébastián Bachajón, San Jéronimo Bachajón, qui se prononce fermement contre l'implantation de l'autoroute San Cristobal-Palenque. C'est alors que surgit le Mouvement en Défense de la Vie et du Territoire. Le 12 octobre, l'*ejido* Los Llanos célèbre le jour de la résistance des peuples originaires en compagnie des autres peuples et organisations en résistance ; parmi ceux-ci, San Sébastián Bachajón.

Troisième éclairage :

agressions et violence de l'Etat

Juan Vazquez Guzman, porte-parole et coordinateur local des adhérents de la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone, a été assassiné le 24 avril 2013. Personne n'a été arrêté par les communautés, et son assassinat n'a toujours pas été éclairci.

Juan Carlos Gomez Silvano, autre coordinateur local des adhérents de la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone, a lui été assassiné le 21 mars 2014.

Plus de 120 membres locaux des adhérents à la Sexta ont été arrêté par la police municipale et par la police de l'Etat du Chiapas, à différents moments, depuis la fondation de l'organisation, en 2007. (...)

Le 21 décembre 2014, dans le contexte de l'inauguration du Festival des Résistances et des Rébellions Contre le Capitalisme par le [Congrès National Indigène et les zapatistes], les adhérents de la Sexta de Bachajón décident de récupérer le territoire où ils maintenaient auparavant le guichet d'entrée.

Ils sont délogés le 9 janvier, par plus de 800 policiers. Le 11 janvier 2015, ils décident encore une fois de récupérer le guichet en bloquant la route Ocosingo-Palenque au niveau du carrefour d'Agua Azul. Ils y arrivent, mais ils se font canarder par des flash-balls et des armes à feu de gros calibre.

Des hélicoptères survolent le lieu et les maisons des adhérents, et les prennent en photos. Selon l'information diffusée au moment de rédiger cet article, la police et les personnes proches du commissaire ejidale encerclent les cascades.

Quatrième éclairage : la défense légale, aux côté de la défense territoriale

Personne ne les a jamais consultés. Personne ne leur a demandé leur avis pour savoir s'ils sont d'accord ou non avec les mégaprojets mentionnés.

L'autonomie exercée sur leur territoire a encore moins été respectée. C'est pour cela que la défense légale de Bachajón, en plus de la prise en compte de l'aspect agraire, repose entre autre sur la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail, sur la Déclaration des Nations-Unis, sur les Droits des Peuples Indigènes, et sur la Loi pour le Dialogue, la Conciliation et la Paix Digne au Chiapas, qui attribuent aux peuples le droit à la consultation préalable, libre et informée, le droit au territoire et aux ressources naturelles et le droit à la libre détermination.

Mariano Moreno Guzmán, fondateur de l'ejido et ancien de la communauté, ex-commissaire ejidale qui a réussi à faire reconnaître le formulaire de base de l'*ejido*, a le rôle de "représentation de substitution" dans le jugement de l'appel 274/2011 face au Septième Juge de District de Tuxtla Gutierrez, Chiapas. Le 29 septembre 2014, le Troisième Tribunal Agrégé de Tuxtla Gutierrez a résolu le recours en révision 224/2014 contre le non-lieu du jugement 274/2011, et décidé de remettre le cas à la Cour Suprême de Justice de la Nation pour qu'elle exerce sa juridiction, en signalant entre autres choses :

"Le recours est configuré correctement, vu que son action juridique cherche à défendre les droits collectifs de sa population face à la complicité à laquelle a fait preuve le

commissaire ejidale envers les tentatives d'expulsion entreprises par les autorités du gouvernement fédéral et de l'Etat du Chiapas. Des aspects notables sont mis en lumière, comme le refus et le manque d'accès à la justice des peuples indigènes, le respect à leurs droits à la consultation et à l'attribution du consentement libre, préalable et informé".

La seconde salle de la Cour Suprême de Justice, suivant les objections de la ministre chiapanèque Luna Ramos, a décidé le 19 novembre 2014 de ne pas exercer sa juridiction sur le cas, ce qui ramènera sa résolution au Troisième Tribunal agrégé de Tuxtla Gutierrez, afin qu'il procède à la résolution des cas de violations aux droits des peuples indigènes exposés.

Cinquième Eclairage : Contre-information et médias libres à Bachajon

Divers médias de communication du Chiapas sont allés à Bachajón pour y réaliser des documentaires, reportages et analyses sur les faits actuels. Des sites internet comme *Koman Ilel, Kolectivo Zero* et *Radio Pozol,* ainsi que *Subversiones* et *Radio Zapote* (en plus du réseau « *Tejemedios* » et d'autres encore [notamment en français : Espoir Chiapas, le CSPCL et Libérons-les] ont diffusé des communiqués, des vidéos de témoignages et des photos prises sur place. Les adhérents à la Sexta de Bachajón eux-mêmes, en coordination avec le Mouvement pour la Justice du Barrio de New-York – solidaire avec l'*ejido* depuis 2011 - maintiennent un blog où sont diffusés leurs plaintes, leurs pétitions et leur point de vue :

https://vivabachajon.wordpress.com/

JUAN VAZQUEZ
VIVE!
1980
2013
LA LUCHA
DE BACHAJON
SIGUE..